

Prix à la consommation

En février 2018, l'inflation s'élève à +1,2 % sur un an, selon l'estimation provisoire. D'ici mi-2018, elle augmenterait à nouveau, à +1,6 %, son plus haut niveau depuis octobre 2012. Les prix du tabac accéléreraient en effet fortement avec la hausse de la fiscalité, et l'inflation des produits énergétiques augmenterait par effet de base. Hors prix du tabac, l'inflation s'élèverait à +1,3 % sur un an en juin 2018. Après avoir fléchi fin 2016, l'inflation sous-jacente¹ est restée peu dynamique tout au long de 2017, avant de se redresser en janvier 2018 (+0,9 % en janvier 2018, contre +0,5 % en moyenne sur 2017). D'ici juin 2018, elle resterait relativement stable, à +0,8 % sur un an, malgré des hausses de prix dans les services soutenues par le dynamisme des salaires : la baisse des loyers dans le parc locatif social limiterait l'inflation, tandis que les prix des produits manufacturés baisseraient un peu.

L'inflation d'ensemble augmenterait à nouveau

En février 2018, selon l'estimation provisoire de l'indice des prix à la consommation, l'inflation d'ensemble s'abaisse un peu à +1,2 % sur un an après +1,3 % en janvier (*graphique 1*). Les prix des

produits alimentaires ralentissent (+0,8 % après +1,2 %), de même que ceux des services (+1,1 % après +1,3 %). Les prix de l'énergie augmentent de 5,2 % comme en janvier. En revanche, les prix des produits manufacturés accélèrent un peu (+0,1 % après 0,0 %).

L'inflation d'ensemble augmenterait à nouveau durant le premier semestre 2018 et s'établirait à +1,6 % en juin 2018 (*tableau*), niveau qui n'a pas été atteint depuis octobre 2012. Elle serait soutenue par la forte hausse des prix du tabac (+17,0 % sur un an en juin 2018, contre +4,9 % en février 2018) et par l'accélération des prix de l'énergie (+7,2 % contre +5,2 %).

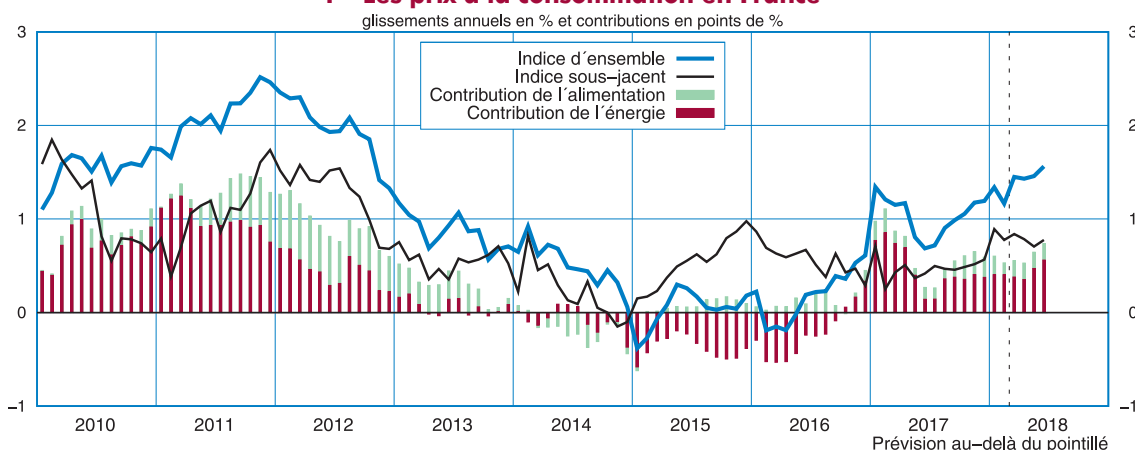
Les prix de l'énergie accéléreraient par effet de base

La hausse des prix de l'énergie s'est accentuée durant le second semestre 2017, en raison de la remontée du cours du pétrole brut. Début 2018, elle est restée soutenue, à +5,2 % en février 2018, du fait du relèvement de la fiscalité énergétique. Sous l'hypothèse d'un prix du baril de Brent stable à 63 \$ (51,2 €), les prix de l'énergie accéléreraient par effet de base² à +7,2 % sur un an en juin 2018.

1. L'indicateur d'inflation sous-jacente calculé par l'Insee est estimé en retirant de l'indice d'ensemble les prix de l'énergie, des produits frais et les tarifs publics (dont les prix du tabac), et en le corrigeant des mesures fiscales et des variations saisonnières.

2. Les prix ayant baissé au cours du printemps 2017, l'hypothèse d'un cours du baril de Brent figé à 63 \$ à l'horizon de juin 2018 conduit mécaniquement à une hausse du glissement annuel.

1 - Les prix à la consommation en France



Source : Insee

Conjoncture française

Les prix du tabac augmenteraient fortement

Les prix du tabac ont accéléré fin 2017, avec le rehaussement de la fiscalité. En février 2018, ils augmentent ainsi de 4,9 % sur un an. D'ici juin, ils accéléreraient nettement à +17,0 % sur un an, avec un nouveau relèvement de la fiscalité au 1^{er} mars. Cette hausse serait toutefois un peu moins forte que celle initialement envisagée en loi de financement de la sécurité sociale pour 2018, des fabricants ayant préféré contracter un peu leurs marges pour amortir les effets sur les ventes.

Les prix des produits alimentaires accéléreraient un peu

L'inflation alimentaire augmenterait un peu d'ici juin 2018, à +1,1 % contre +0,8 % en février. Les prix des produits frais se sont repliés en février (-1,5 %), du fait de la sortie de glissement de la forte hausse de début 2017. Sous l'hypothèse de conditions normales de production pour les saisons à venir, ils se redresseraient d'ici juin 2018 (+2,3 % sur un an), par effet de base. Hors produits frais, l'inflation alimentaire s'est redressée en 2017, portée en particulier par les prix des produits laitiers et de la viande. Elle s'établit à

+1,2 % en février 2018, son plus haut niveau depuis début 2013. Elle s'infléchirait toutefois d'ici juin 2018, freinée par l'appréciation récente de l'euro et par la baisse des cours mondiaux, pour atteindre +0,9 %.

Les prix des produits manufacturés baisseraient à peine

Les prix des produits manufacturés baisseraient à peine d'ici mi-2018 (-0,2 % sur un an en juin 2018 contre +0,1 % en février). Les prix des « autres produits manufacturés » (hors habillement et produits de santé) continueraient d'augmenter (+0,2 % sur un an en juin 2018 contre +0,3 % en janvier), sous l'effet de la diffusion du renchérissement passé des prix des matières premières. Toutefois, l'appréciation récente de l'euro limiterait les hausses de prix.

Après avoir subi des à-coups en 2017 en raison d'un décalage du calendrier des soldes par rapport à l'année précédente, les prix dans l'habillement-chaussures se sont légèrement repliés fin 2017, avant de se redresser début 2018 (+0,4 % sur un an en janvier). D'ici juin 2018, ils accéléreraient à peine (+0,5 %), suivant l'évolution passée des cours des fibres textiles.

Les prix à la consommation

Évolutions en %

Regroupements IPC* (pondérations 2018)	Janvier 2018		Février 2018		Mars 2018		Juin 2018		Moyennes annuelles	
	ga	cga	ga	cga	ga	cga	ga	cga	2016	2017
Alimentation (16,3 %)	1,2	0,2	0,8	0,1	1,1	0,2	1,1	0,2	0,6	1,0
Produits frais (2,4 %)	1,8	0,0	-1,5	0,0	0,7	0,0	2,3	0,1	3,7	3,3
Hors produits frais (13,8 %)	1,1	0,2	1,2	0,2	1,1	0,2	0,9	0,1	0,1	0,6
Tabac (1,9 %)	5,8	0,1	4,9	0,1	16,7	0,3	17,0	0,3	0,1	2,7
Produits manufacturés (25,9 %)	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,2	-0,1	-0,5	-0,6
Habillement-chaussures (4,2 %)	0,4	0,0	1,1	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,1	0,0
Produits santé (4,3 %)	-2,1	-0,1	-2,4	-0,1	-2,4	-0,1	-2,6	-0,1	-3,0	-2,1
Autres produits manufacturés (17,5 %)	0,3	0,1	0,3	0,1	0,2	0,0	0,2	0,0	-0,1	-0,2
Énergie (7,8 %)	5,2	0,4	5,2	0,4	4,9	0,4	7,2	0,6	-2,8	6,2
Produits pétroliers (4,1 %)	7,9	0,3	7,0	0,3	7,9	0,3	11,2	0,5	-5,4	10,3
Services (48,1 %)	1,3	0,6	1,1	0,5	1,3	0,6	1,2	0,6	0,9	1,0
Loyers-eau (7,6 %)	0,6	0,0	0,7	0,0	0,6	0,0	-0,4	0,0	0,6	0,4
Santé (6,2 %)	2,0	0,1	2,0	0,1	2,0	0,1	1,0	0,1	0,2	1,3
Transports (2,8 %)	-0,2	0,0	0,3	0,0	1,1	0,0	1,4	0,0	-1,5	2,0
Communications (2,2 %)	-0,2	0,0	-0,9	0,0	-0,8	0,0	1,7	0,0	2,0	-3,5
Autres services (29,2 %)	1,6	0,5	1,3	0,4	1,5	0,4	1,6	0,5	1,3	1,4
Ensemble (100 %)	1,3	1,3	1,2	1,2	1,5	1,5	1,6	1,6	0,2	1,0
Ensemble hors énergie (92,2 %)	1,0	0,9	0,8	0,8	1,2	1,1	1,1	1,0	0,5	0,6
Ensemble hors tabac (98,1 %)	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,3	1,2	0,2	1,0
Inflation sous-jacente (60,4 %)**	0,9	0,5	0,8	0,5	0,8	0,5	0,8	0,5	0,6	0,5

estimations provisoires

prévision

ga : glissement annuel ; cga : contribution au glissement annuel.

* Indice des prix à la consommation (IPC).

** Indice hors tarifs publics et produits à prix volatils, corrigé des mesures fiscales.

Source : Insee

En revanche, la baisse des prix des biens de santé s'accroîtrait d'ici mi-2018 (-2,6 % sur un an en juin 2018 contre -2,1 % en janvier), notamment ceux des médicaments, conformément à l'objectif inscrit dans la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018. Elle serait toutefois freinée par le dynamisme des prix des lunettes et lentilles, qui ont cessé de reculer avec la dissipation de l'effet de la loi « Consommation » de mars 2014.

Les prix des services accéléreraient légèrement

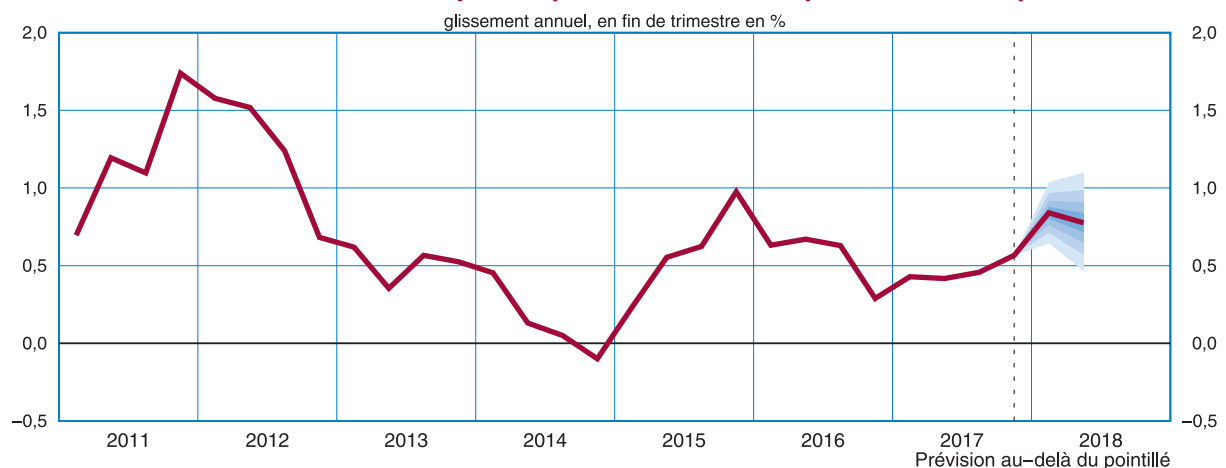
Les prix des services accéléreraient à peine d'ici mi-2018 (+1,2 % sur un an en juin 2018 contre +1,1 % en février), malgré des hausses de prix soutenues par le dynamisme des salaires nominaux. Les prix des services de communication ont quasiment cessé de reculer en janvier (-0,2 % contre -4,0 % en décembre 2017), du fait de la sortie de glissement des fortes baisses de début 2017. D'ici juin 2018, ils accéléreraient un peu par effet de base (+1,7 %), mais les hausses de prix resteraient limitées par une pression concurrentielle encore forte dans ce secteur. Les prix des services de transport ont calé début 2018 (-0,2 % sur un an en janvier 2018 contre +2,7 % six mois plus tôt), du fait de baisses de prix dans le

transport aérien. D'ici juin 2018, ils rebondiraient un peu (+1,4 %), dans le sillage de la remontée du cours du pétrole, mais leur dynamisme resterait modéré. Les prix des services de santé ralentiraient quant à eux (+1,0 % sur un an en juin 2018 contre +2,0 % en janvier), du fait de la sortie de glissement de la revalorisation du tarif de la consultation en mai 2017. Enfin, les prix des loyers se replieraient (-0,4 % en juin 2018, après +0,6 % en janvier), avec la baisse des loyers dans le parc locatif social votée en loi de finances, et malgré la reprise anticipée dans le parc privé.

L'inflation sous-jacente serait quasi stable

Après avoir fléchi fin 2016, l'inflation sous-jacente est restée peu dynamique tout au long de 2017 (*graphique 2*), avant de se redresser en janvier 2018 (+0,9 %, contre +0,5 % en moyenne sur 2017). D'ici juin 2018, elle resterait relativement stable, à +0,8 % sur un an : le dynamisme des salaires nominaux soutiendrait les hausses de prix dans les services, mais la baisse des loyers dans le parc locatif social limiterait l'inflation, tandis que les prix des produits manufacturés baisseraient un peu. ■

2 - Prévision d'inflation sous-jacente pour la France et risques autour de la prévision



Lecture : Le graphique des risques retrace, autour de la prévision centrale, 80 % des scénarios probables. La première bande décrit les scénarios les plus probables autour du scénario central, l'ensemble de ces scénarios ayant une probabilité totale de 20 %. La deuxième, un peu moins foncée, se décline en deux sous-bandes, immédiatement au-dessus et au-dessous de la bande centrale ; elle contient les scénarios qui suivent en termes de probabilité, de sorte que la probabilité totale des deux premières bandes atteigne 40 % ; et ainsi de suite, en allant du centre vers l'extérieur et de la bande la plus foncée à la bande la plus claire, jusqu'à atteindre 80 %. Ainsi, en juin 2018, la prévision d'inflation sous-jacente est de +0,8 % avec une probabilité de 60 % qu'elle se situe entre +0,6 % et +1,0 %.

Source : Insee